

étatiques et celles que détiennent ou peuvent acquérir les formations sociales avantagées par la suppression du rationnement, prouverait à l'évidence qu'aucun danger ne se présente pour la structure de la société russe. Comme dans les autres domaines — et plus encore — la statistique ne fera qu'exprimer la vision instantanée d'une contingence, jamais son mouvement, le mécanisme de son évolution. Pour comprendre la portée réelle des dernières mesures soviétiques, il faut les possibilités qui les ont enfantées. Aindépart, comme possibilités de mouvements qui chercheront leurs objectifs en cours de route et en correspondance avec les possibilités qui les ont enfantées. Ainsi, si le mouvement trouve son départ dans la perspective de la reconstitution d'un privilège économique, il est évident que la mesure soviétique qui laisse se privilège se reconstituer, ne peut avoir d'autres résultats que la préparation des conditions économiques et politiques pour la transformation structurelle de la Russie.

L'expérience nous prouve que les interventions dans le domaine économique ne peuvent que produire, et à brève échéance, des modifications correspondantes dans le domaine politique. La répression exercée contre les communistes à la suite de l'attentat de Leningrad est la réponse directe à la suppression du rationnement et cette croissance inouïe des pouvoirs répressifs — et surtout leur direction — prouve, à l'évidence même, l'ambiance terrible qui a engendré cet attentat.

Cela est parfaitement connu. Le centriste parfait est celui qui embrouille à l'extrême tout problème politique pour arriver enfin à la présentation anodine d'une conclusion qui tient dans l'opposition (Ah! combien simple pour pouvoir contenir une réalité terriblement complexe!), « pour ou contre ». Ce que fait le centriste en tant qu'individualité, est aussi effectué par les forces sociales qui s'expriment au travers de sa politique. Depuis bientôt dix ans, et sous ses différentes éditions (droite, centre-droit, centre-gauche), le centrisme s'est donné, de toutes ses forces, à l'adultération de la révolution russe et de l'Etat Soviétique et à chaque étape de cette dégénération progressive, il a sorti son alternative qui devait ensorceler toute opposition: pour ou contre la Russie Soviétique? Encore aujourd'hui, le problème serait extrême-

ment simple: « pour l'assassin ou pour l'assassiné »? Au delà, il est défendu d'aller. Le centrisme ne tolère pas qu'on essaye de comprendre pourquoi Nicolaïef a sacrifié sa vie; pourquoi un membre du parti puisse avoir recours à des formes extrêmes de lutte; pourquoi l'atmosphère politique du « Centre de Leningrad », où pourtant existait une éducation marxiste basée sur la violence des masses et non sur l'action terroriste individuelle, a pu enfanter ces conceptions théoriques pour jeter Nicolaïef dans le désespoir; pourquoi, enfin, ce « Centre » pouvait germer dans le parti ou dans la société russe? Tout cela n'a pas d'importance pour le centriste, si ce n'est présenter une diversion pouvant empêcher les ouvriers de voir une réalité qui serait exclusivement cantonnée dans l'opposition « pour l'assassin ou pour l'assassiné ». A coup sûr, nous pouvons affirmer que si vraiment toutes les questions que nous avons posées n'existaient pas et si l'alternative centriste contenait la situation que nous vivons actuellement, point ne serait besoin de s'attarder sur l'attentat de Leningrad qui pourrait être considéré comme un caillou dans la marche ascendante du socialisme mondial. Mais en est-il ainsi? Les problèmes soulevés par cet attentat seront-ils résolus après que la réprobation du prolétariat international se sera manifestée dans le cri « pour l'assassiné et contre l'assassin »? La réponse est claire et brutale: elle nous est dictée par l'angoisse des ouvriers de tous les pays gémissant sous le joug de l'oppression capitaliste qui se renforce dans la mesure même où s'épanouit en Russie le triomphe de la politique centriste.

D'un autre côté, Trozky, dans des articles qu'il a publiés au sujet de l'attentat de Leningrad, fait autre chose que réduire à néant la machination centriste qui voulait le rendre co-responsable politique et matériel de Nicolaïef. Il réduit tous les problèmes que soulève l'attentat (qu'il étale dans l'intention de mettre en évidence les responsabilités de la « bureaucratie stalinienne »), à l'alternative: « pour ou contre l'Union Soviétique », après avoir évidemment opté pour la défense de l'U.R.S.S. et proclamé pompeusement non l'écroulement de l'Opposition Internationale tombée dans les bras de la social-démocratie, mais ses progrès dans le monde entier. Trozky peut donc conclure que, bientôt, l'heure aura sonné

pour la direction « Staliniste » en Russie. Laissons de côté le problème de la défense de l'U.R.S.S. au sujet duquel nous avons déjà eu l'occasion de nous prononcer à plusieurs reprises; contentons-nous de constater que, encore une fois, Trozky se basant sur des notions principielles qui ne correspondent malheureusement plus à la réalité actuelle (après la dénatura-tion de l'Etat Soviétique effectuée par le centrisme) s'enlève toute possibilité de comprendre la réalité qu'exprime l'attentat. Ce dernier prouve, en effet, qu'au terme d'une série d'actes contradictoires qui avaient valu l'exclusion et la rentrée au parti à Nicolaïef, celui-ci ne voyant plus aucun chemin politique en face de l'omnipotence centriste, s'est laissé entraîner par un moment de désespoir et a sacrifié sa vie. L'attentat prouve aussi non pas la faiblesse de la « bureaucratie stalinienne », mais sa toute puissance.

En Russie, comme dans les autres pays d'ailleurs, l'heure des attentats sonne, quand les conditions politiques ont barré provisoirement les possibilités de vie et de développement des mouvements de masse de la classe ouvrière.

La version centriste répète les traits caractéristiques des communiqués policiers ordinaires. Voulant éviter à tout prix que les conditions politiques ayant déterminé le geste de Nicolaïef soient perçues par les masses, on établira un lien de **nécessité** entre l'attentat et les positions politiques de Zinovief et de Trozky. Pas autrement agissent Mussolini, Hitler, et, en général, les porte-parole de la bourgeoisie dans tous les pays. Pour eux, si les communistes proclament la nécessité de la violence insurrectionnelle, c'est donc leurs chefs qui portent la responsabilité de tout attentat, c'est donc la cellule communiste de telle ou telle autre localité qui aura décidé que l'un de ses membres aurait à accomplir le geste décisif. Le centrisme sait mieux que quiconque que Zinovief tout aussi bien que Trozky n'ont aucune responsabilité dans l'attentat de Leningrad; il sait tout aussi parfaitement que le « Centre de Leningrad », qui était constamment surveillé par la Guépéou, n'a pris, en aucun cas, l'initiative que Nicolaïef a vraisemblablement revendiqué pour lui seul. Mais le centrisme ne peut tolérer la réalité; il doit mettre les ouvriers dans l'impossibilité de se pénétrer des mobiles

réels qui ont poussé Nicolaïef à tuer Kirov. Et alors il faut prouver que ce ne sont pas les circonstances politiques où se trouve l'Etat Soviétique qui ont armé la main de Nicolaïef, mais que ce sont des circonstances particulières à un groupe politique déterminé qui ont poussé Nicolaïef à agir. Et ensuite le canevas policier coutumier sera appliqué: ce groupe est l'ennemi déclaré du pouvoir soviétique, le consul est là pour prouver la connivence avec le « grand Etat fasciste »; dès lors, il faudra agir avec une extrême violence pour extirper non les racines des circonstances politiques réelles et générales qui ont poussé Nicolaïef, mais les racines des oppositions au centrisme. Enfin, les ouvriers seront mobilisés pour applaudir la répression contre les oppositionnels pendant que se poursuivra l'intégration de l'Etat ouvrier au monde capitaliste. Zinovief et Kamenev seront condamnés, les membres du « Centre de Leningrad » seront fusillés, car la contre-révolution s'est établie au travers de « conversations » de Nicolaïef avec le consul étranger et non au travers de la participation du « marxiste » Litvinof à l'action de la Société des Nations pour la lutte « contre le terrorisme ».

Les communistes ne peuvent prendre à leur compte des épisodes d'attentats individuels: leur conception de la violence prolétarienne se basant sur l'action des classes et sur les mouvements de masse. Mais les communistes n'habilleront jamais une robe de président de Cour d'Assises pour appliquer à des phénomènes de la lutte des classes des formulations juridiques d'un code pénal, soit même celui sanctionné par la victoire d'Octobre. Les communistes savent que ces attentats sont le produit de la lutte des classes et s'attachent à établir les causes politiques de l'attentat individuel. Leur attitude politique envers ces derniers ne les amènera jamais à encourager l'œuvre répressive contre les terroristes, mais à développer la conscience politique des masses, car c'est dans l'épanouissement d'un mouvement prolétarien qu'il est possible de coordonner l'éclosion de ces gestes de violence individuelle. S'il revient uniquement aux machinations policières de rendre juridiquement responsables les communistes des actes de terreur individuels, il appartient aux communistes de riposter en montrant que ce sont les conditions de terreur politique exercées par les gouver-